

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, les réunions ont lieu, bien entendu, sous ma direction. C'est moi qui ai invité divers représentants du salariat, du monde des affaires et du secteur de la commercialisation des produits agricoles à rencontrer les groupes de ministres. Encore tout récemment, j'ai adressé d'autres invitations. Ces réunions se poursuivront pendant mon absence.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LA RECHERCHE D'UN
CONSENSUS—LES MOTIFS DE LA PARTICIPATION CONTINUE
DU MINISTRE DES FINANCES

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je vais adresser ma question supplémentaire au ministre des Finances qui a la réputation d'être un homme honnête. J'aimerais lui demander à brûle-pourpoint pourquoi il prête son nom et sa réputation à pareille comédie, et pourquoi il continue d'assumer la responsabilité de son ministère alors que le gouvernement le traite avec autant de mépris?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je me ferai un plaisir de l'expliquer au représentant, même si, il y aura deux semaines demain, nous avons eu un échange assez poussé à ce sujet après l'ordre du jour. Je n'ai pas besoin de rappeler au député ce qui s'est dit parce que nous avons tous deux participé à cet échange, mais je suggère aux députés de relire ces pages pour voir jusqu'à quel point j'ai alors pleinement traité la question.

● (1430)

Essentiellement, le gouvernement a rejeté la déflation par des politiques monétaires et fiscales draconiennes qui provoqueraient du chômage massif au pays.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Ottawa-Carleton): Nous la rejetons, tout comme je crois les Canadiens ont rejeté un système obligatoire de contrôle des revenus et des prix. L'autre solution est que les gouvernements à tous les niveaux et tous les secteurs de l'économie—les entreprises, les syndicats, les agriculteurs, les professionnels, les propriétaires fonciers—cherchent à en arriver volontairement à un consensus pour modérer leurs demandes. Le député a souvent dit que selon lui l'inflation est le problème numéro un chez nous. J'espère que nous pouvons compter sur sa collaboration pour l'enrayer.

Des voix: Bravo!

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—DEMANDE D'EXPOSÉ DES
MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. D'après le réseau national de télévision, le ministre de l'Agriculture aurait dit qu'au cours de la conférence sur l'inflation à laquelle il a assisté récemment à Toronto on avait essayé de trouver de bonnes idées. Le ministre pour-

Questions orales

rait-il nous dire si au cours de cette réunion lui ou ses collègues ont énoncé des idées au nom du gouvernement sur la façon dont l'inflation pourrait être matée au Canada?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, il y a assez longtemps que nous attendons des idées de l'opposition; c'est pourquoi nous allons ailleurs.

Des voix: Oh, oh!

M. Whelan: Il est vrai que j'ai dit au cours de cette entrevue que si une bonne idée émergeait de ces réunions, l'effort en aurait valu la peine. Ces gens sont très sensibles au fait que nous les rencontrons, et cet échange d'idées peut nous aider à mieux combattre l'inflation qu'à l'heure actuelle. Je pense que nous sommes un des pays qui y réussissent le mieux pour l'instant.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Dois-je conclure qu'aucune idée n'a été énoncée au nom du gouvernement à cette conférence, étant donné que le ministre dit attendre que l'opposition fournisse des idées.

M. Whelan: J'ai dit qu'elle semble à court d'idées parce que jusqu'à maintenant elle ne nous en a pas données qui soient réalistes. Les deux côtés apportent leur contribution. Ils nous font des suggestions et nous leur faisons les nôtres.

M. Stevens: Le ministre de l'Agriculture a dit qu'ils avaient fait des suggestions au cours de ces réunions. C'était là ma première question. Pourrait-il dire à la Chambre quelles étaient ces suggestions?

M. Whelan: Nous nous sommes mis d'accord avec ces gens pour que tout se fasse à huis clos jusqu'à ce que les réunions soient terminées.

Des voix: Oh!

Une voix: Une politique déflationniste secrète!

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

LA GRÈVE DES MANŒUVRES ET HOMMES DE MÉTIER—LES
INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À LA PÉRÉQUATION
AVEC LE SECTEUR PRIVÉ

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur j'ai une question pour le président du Conseil du Trésor. Comme à la fois dans le secteur privé et public les demandes salariales des travailleurs sont axées surtout sur le taux élevé d'inflation, le gouvernement a-t-il abandonné son principe traditionnel de payer à ses employés des traitements et salaires comparables à ceux du secteur privé et, dans le négative, pourquoi a-t-il rejeté la demande légitime du groupe des manœuvres et hommes de métier qui ne demandent même pas la parité avec le secteur public, mais seulement 90 p. 100 de ce niveau?